



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MAYENNE

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

**BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES ET FONCIERES**

ARRETE DU 27 DECEMBRE 2016

complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-278 du 23 mars 2009 modifié autorisant la Société SECOUÉ à exploiter, Zone d'activité du Tertre à Chailland (53420), un abattoir de volailles et un atelier de découpe et de transformation de produits alimentaires d'origine animale.

**Le préfet de la Mayenne,
Officier de la Légion d'Honneur**

- Vu le code de l'environnement titre 1^{er} du livre V et notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 98-351 du 2 décembre 1998 autorisant les établissements SECOUE à utiliser de l'eau d'un forage à des fins sanitaires et alimentaires au titre du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-P-278 du 23 mars 2009 modifié autorisant la Société SECOUÉ à exploiter, Zone d'activité du Tertre à Chailland (53420), un abattoir de volailles et un atelier de découpe et de transformation de produits alimentaires d'origine animale ;
- Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 20 novembre 2014 à la société GALEO SAS ;
- Vu le dossier déposé le 21 juillet 2015 par la société GALÉO, sollicitant l'autorisation de prélever l'eau de son forage dénommé F3 et d'utiliser cette eau pour des usages alimentaires ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 novembre 2016 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 24 novembre 2016 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral sus-visé n° 98-351 du 2 décembre 1998 autorisant les établissements SECOUE à utiliser de l'eau d'un forage à des fins sanitaires et alimentaires au titre du code de la santé publique concerne le forage dénommé « forage F3 » dans le dossier sus-visé déposé le 21 juillet 2015, ainsi que dans le présent arrêté préfectoral, forage dont la localisation est précisée au point 4-1 ci-après ;

Considérant que la remise en service du forage F3 permettra de répartir les prélèvements sur 3 ouvrages (F1, F2 et F3) au lieu de 2, que le prélèvement total restera identique et que dès lors l'impact des prélèvements en eau de la société GALÉO sur la ressource souterraine ne sera pas majoré ;

Considérant que l'eau prélevée dans le forage F3 est de bonne qualité et présente un faible taux en nitrates ;

Considérant que ce forage présente une protection satisfaisante contre les risques de pollution ;

Considérant que les modifications apportées par l'exploitant ne présentent pas un caractère substantiel ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier en date du 15 décembre 2016 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation complété par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, Titre 1^{er} du Livre V, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :
=====

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-278 du 23 mars 2009 modifié autorisant la Société SECOUÉ à exploiter, Zone d'activité du Tertre à Chailland (53420), un abattoir de volailles et un atelier de découpe et de transformation de produits alimentaires d'origine animale, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Dans l'arrêté préfectoral n° 2009-P-278 du 23 mars 2009 les mots « Société SECOUE » sont remplacés par les mots « société GALÉO ».

Article 3 :

A l'article 1^{er}, les mots « représenté par Monsieur Didier SECOUE, président du comité directeur de Secoué » sont supprimés.

Article 4 :

La société GALÉO est autorisée, en complément des forages F1 et F2 déjà autorisés, à utiliser l'eau de son forage F3, conformément aux dispositions ci-dessous.

4-1 : localisation du forage :

Les coordonnées LAMBERT 93 du forage F3 sont les suivantes :

| | Identifiant BSS* | X | Y | Z | profondeur |
|-----------|------------------|--------|-----------|-------|------------|
| Forage F3 | 0319X0021 | 410769 | 6 798 953 | 126 m | 80 m |

*BSS : Banque de données du Sous-Sol

4-2 : description de l'ouvrage :

Le forage F3 est cimenté jusqu'à une profondeur de 30 mètres. Il est protégé par une dalle de propreté surmontée d'un cuvelage ciment fermé et verrouillé.

4-3 : débit d'exploitation :

Le débit d'exploitation du forage F3 est de 5,7 m³/h maximum.

Le débit d'exploitation cumulé de l'ensemble des forages reste limité à 15 m³/h et 300 m³/jour tel que fixé à l'article 17 le l'arrêté préfectoral du 23 mars 2009.

Article 5 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers.

Article 6 :

La présente autorisation est accordée au seul titre de la réglementation des Installations Classées. Elle ne dispense pas l'intéressée de se conformer aux autres réglementations, ni de solliciter et d'obtenir les autorisations éventuellement exigibles, notamment concernant l'utilisation alimentaire de l'eau.

Article 7 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Le bénéficiaire de l'autorisation doit en outre satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions que l'administration croira devoir imposer ultérieurement dans l'intérêt de la santé, de la salubrité, de la commodité ou de la sécurité publiques.

Article 9 :

Une copie de l'arrêté modificatif sera déposée aux archives de la mairie de Chailland et pourra y être consultée. Un exemplaire de cet arrêté, énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Chailland envoyé à la Préfecture. Ce même exemplaire sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins du préfet de la Mayenne, et aux frais de l'exploitant, dans la presse locale, le quotidien « Ouest-France » et l'hebdomadaire « le Courrier de la Mayenne » diffusés dans tout le département.

L'arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimum d'un mois.

Article 10 :

Copie du présent arrêté doit être remise à la société GALÉO, qui devra l'avoir en permanence en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 11 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne, le maire de Chailland, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Chailland, ainsi qu'aux chefs de service concernés.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Laetitia CESARI-GIORDANI

IMPORTANT

Délai et voie de recours (article L 514-3-1 du Code de l'Environnement - Titre 1^{er} du Livre V) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à un an à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

